



3ª CONFERÊNCIA NACIONAL ENSINO SUPERIOR E INVESTIGAÇÃO

Afirmar o papel estratégico
do Ensino Superior e da Ciência

Comment
Récupérer et
Investir sur le
Savoir et l'
Espérance

1. Scénarios d'avant la crise au Portugal

- Il n'y avait pas de "bulle immobilière" significatif ;
- Il y avait un déficit "chronique" de l'État (après 2001, au tour de 6%, tombe en dessous de 2.6% en 2007, donc déjà contrôlé en dessous des 3% de l'euro) ; il faut rappeler que ni la France ni l'Allemagne ont réussi à avoir le déficit en dessous de 3% vers les années 2004 et 2005 ;
- La « dette souveraine » de l'État était contrôlée à 60% (d'accord avec les règles de l'euro) ;
- Les familles sont assez endettées (pour acheter leur maison ou appartement, car il y a peu de places à louer, et c'est plus cher) ;
- Pour la stabilité de la sécurité sociale, l'âge de la retraite a été repoussé à 65 ans (le changement est surtout important pour les fonctionnaires), avec une correction automatique pour l'augmentation de la durée moyenne de l'espérance de vie – ceci fut changé en anticipation, de 2000 à 2006 ;
- En 2008, l'État a « sauvé » deux banques de la faillite, en nationalisant un et aidant l'autre : on sait maintenant qu'il y avait de la corruption et de la mauvaise gestion (et les affaires seront jugées, mais il n'y a qu'un des banquiers qui a été arrêté), mais l'État y a mis plusieurs milliards d'euros par l'intermédiaire d'une banque publique ;
- Pendant les crises grecque et irlandaise (et l'intervention des FMI/BCE), le message passé a été « qu'on était pas des grecques ni des irlandais » (le message le plus stupide possible, au lieu de la solidarité dont ils avaient besoin) ;
- Le salaire minimum (l'équivalent du « smic ») est de 485€, le salaire moyen est à peu près de 700€, et le salaire moyen dans l'administration publique autour de 850€ (car c'est où il y a la majorité des gens avec une

formation universitaire, dans les secteurs de la santé, la justice et l'éducation).

2. La crise de 2008-2011 au Portugal

- Le sauvetage des banques privées, l'augmentation des dépenses et aides publiques pour essayer de relancer l'économie, aussi bien que la croissance des charges sociales due à la hausse du taux de chômage, et surtout, dans les derniers mois (après les crises grecque et irlandaise), la remontée des taux d'intérêts internationales pour la dette de l'État (à cause des classifications des agences de « rating » et de ce qu'on appelle « le marché »), ont tous contribué pour l'augmentation de la « dette souveraine » (au dessus de 80%) et du déséquilibre du budget (9.1% de déficit) ;
- Le gouvernement précédent a essayé d'anticiper encore « l'austérité », avec plusieurs « paquets » successifs de mesures très restrictifs :
 - les salaires des fonctionnaires de l'administration publique (au dessus de 1500€) ont été réduits – sans négociation – de 3 à 5% ;
 - le IVA (« TVA ») a été remonté jusqu'à 23% ;
 - la plupart des précaires (à contrat temporaire) de l'administration publique n'ont pas vu leurs contrats renouvelés, et les retraités ne sont (presque) plus remplacés.
- L'intervention financière de la « Troika » (FMI/BCE/CE) est aboutie à un prêt de 78 milliards d'euros (dont 15% devraient aller à la banque... qui ne les veut pas, car c'est un prêt, pas une offre !) ; les contreparties d'austérité sont :
 - Des restrictions budgétaires importantes sur 3 ans (aussi sur l'éducation et la santé) ;
 - Diminution de 3 à 10% sur les indemnités de retraite au dessus de 1500€ de tous dès 2012 ;
 - Augmentation significatif des impôts sur le revenu (et pas seulement pour les riches)... pas d'impôts sur les transactions financières, et diminution de la contribution des entreprises pour la sécurité social ;
 - Un impôt « extraordinaire » sur le salaire du 13.^{eme} mois (la moitié, au dessus de 485€, le salaire minimum) ;(ceci n'était pas dans l'accord avec la « troika » !) ;
 - Les transports, les médicaments, tout augmente, et les coparticipations des systèmes de sécurité sociale vont diminuer ;
 - Le chômage (qui tournait autour de 8.5% en 2007) est en hausse à 12.5%... et on nous « promet » un chiffre de 13.5% dans les années à venir !
 - Le nouveau gouvernement de droite (depuis 4 mois) est en train de prendre des mesures bien au delà de l'accord avec la « troika », avec l'argumentation que l'État avait de la « graisse », on est en train de démanteler et privatiser (ceci est dans l'accord) plusieurs secteurs et entreprises publiques (TAP et les aéroports, l'énergie, la poste, les communications, l'eau, les transports...); ont promet encore des mesures de plus en plus dures... pour maintenir la pression de la peur !

- Le gouvernement parle des différences entre les manifs, qu'il dit respecter, et les tumultes (comme à Athènes, Londres ou Berlin) ; on risque une provocation (de la part de groupes « marginaux » ? de connivence avec le gouvernement ?) pour justifier une répression plus « musclée »...
- On regarde ce qui se passe en Grèce et – même en tenant compte des différences spécifiques des deux pays – on sait, en avance, ce qui se passera chez nous dans un an !

2.1. Et les mesures annoncées par le PM pour le Budget 2012...

- Augmentation du temps de travail (de 40 h/semaine à 42.5 h/semaine)... on recule 15 ans !
- Fin des 13.^{eme} et 14.^{eme} salaires – qui existent pour tout le monde dès 1975 – seulement pour l'administration publique et les retraités (officiellement pendant 2 ans... mais probablement définitivement ?)
- Le secteur financier reste « intouchable » (sauf les transferts pour les « offshores »... dont je doute de l'efficacité !)
- L'Éducation/Science aura une diminution de 860 M€ (~10%)... - la « demande » de l'accord avec la « troika » était de 195 M€... on fait presque 4.5 fois plus ! Sur la Recherche, on revient au budget de 2006 (avec 40% en moins que celui de 2010)
- Pareil pour la Santé...
- Diminution de la durée et des indemnités de chômage...

Ce n'est plus la crise (et l'accord avec la « troika »), mais une stratégie claire de mise en question de l'état social et des services publiques... aidée d'une « intoxication » dans le même sens dans les médias... (et la privatisation de ces secteur viendra après !)

ON FERA UNE GRÈVE GÉNÉRALE LE 24 NOVEMBRE - toutes les Confédérations Syndicales ensemble, la 1.^{ère} fois depuis 1988 !

3. Mon commentaire :

- Il y a beaucoup de peur... et donc la mobilisation est faible (même si la dernière manif était bonne, mais c'est tout) ;
- Très peu de solidarité européenne ou internationale ; (malheureusement, à mon avis, cette critique s'applique aussi aux organisations syndicales...)
- La solution ne peut qu'être européenne (ou même globale), mais la Union Européenne (ou on doit dire Merkel+Sarkozy) se trompe des fois sur les mesures... et celles qu'elle prend qui sont correctes... elle les prend trop tard !
- Peut-être que seulement quand des pays plus « gros » (l'Italie, l'Espagne... et possiblement la France) présentent des risques importants qu'on osera prendre les mesures collectives nécessaires... – et la façon est la même... les intérêts augmentent sur la dette, les agences de « rating » dégradent la classification de ces pays... donc, « le marché » a compris qu'il est capable de gagner plus d'argent avec la crise qu'avec sa résolution !

4. La Recherche et L'Enseignement Supérieur au Portugal

4.1. La Recherche – un cas très spécial

- Il y a 20 ans, on était en dessous de tous les paramètres européens (même des pays avec les pires indices), dans le nombre de chercheurs/docteurs par millier d'habitants (qui étaient 2000), et dans le pourcentage du budget (le GDP s'appelle PIB, chez nous) ;
- Dès 1995, nous avons eu une croissance soutenue (exceptés les 2.5 années du gouvernement de Barroso) du budget pour la Science, pour les bourses de doctorat et de post-docs, des évaluations régulières (internationales) des centres de recherche ;
- Pendant au moins 6 années de suite, Portugal fut largement le premier pays pour la croissance de la productivité scientifique par chercheur ;
- Il y a 2 ou 3 ans Portugal a dépassé la moyenne européenne au nombre de chercheurs/docteurs par millier d'habitants (qui augmente de 1500 à l'année, et ne fléchit pas) ; il y a aujourd'hui 8 à 10 fois plus de docteurs qu'il y a 20 ans... la plupart assez jeunes ;
- Pendant 15 ans, le budget pour la recherche a toujours augmenté (excepté le temps de Barroso), et seulement en 2011 le budget des laboratoires a été amputé d'un pourcentage déjà promis (au moment de l'accord avec la « troïka ») ;
- Toutefois, pendant 20 ans les chercheurs n'ont pas eu des « contrats », mais seulement des « bourses » (doctorat, post-doc 1, 2, 3...etc.) ;
- Mais entre 2007 et 2009, à peu près 1200 chercheurs (avec un doctorat terminé au moins il y a 3 ans) ont eu un contrat temporaire de 5 ans : 38% étaient étrangers, et le syndicat essaie de négocier avec le gouvernement le renouvellement de ces places (dans la carrière) ;
- Ceci est le seul secteur qui (avec les exceptions indiquées) a échappé à la crise jusqu'à présent, et que même ce gouvernement est obligé de reconnaître le succès de la politique scientifique suivie et stable des 16 dernières années par les gouvernements précédents (avec toujours le même ministre Mariano Gago, sauf pour une interruption de 3 ans) ;
- Dès 2007, Portugal exporte plus de technologie qu'il en importe (ce qui est inédit !)

4.2. L'Enseignement Supérieur – une situation bien différente

- Seulement dès 2005 le ministre fut le même de la Science
- Nous avons un système binaire (universitaire/polytechnique), majoritairement publique, et les universités privées (avec quelques exceptions) sont de faible qualité, ne produisent presque aucune recherche, et se limitent aux sujets qu'on dit « de papier et crayon » (droit, lettres, gestion, éducation...)
- Pendant la décennie de 90, le nombre d'étudiants et le budget de l'enseignement supérieur ont toujours augmenté (le dernier à un taux moindre que celui de la croissance des élèves !) ;
- Depuis 2002, surtout, le financement des Universités/Instituts Polytechniques a été diminué (par rapport au nombre d'étudiants) ; ce

nombre continue d'augmenter (5% dans les dernières années), en dépit de la diminution démographique, ce qui montre que le pourcentage de cette tranche de la population qui rentre dans l'enseignement supérieur est toujours croissant ; ce n'est pas encore l'effet de la loi de 2008 qui prolonge jusqu'à 18 ans la scolarité obligatoire (donc, 12 ans d'études, maintenant) ;

- L'emploi des jeunes et nouveaux professeurs est de plus en plus précaire : ils sont « invités » (hors carrière), avec des contrats à durée limitée (aujourd'hui même pour moins d'un an) et à pourcentage aussi limitée (<50%) ;
- Nous avons eu une exception en 2010 : le gouvernement précédent a signé un accord avec les recteurs (appelé « contrat de confiance »), s'engageant à maintenir le même financement de 2009 jusqu'à 2013, et les universités (et écoles polytechniques) devaient s'engager aussi à augmenter d'un certain pourcentage chiffré (entre 50% et 100%, selon les cas) le nombre d'élèves des « nouveaux publics » - e-learning, cours en horaire nocturne (après le travail), rentrés d'étudiants qui avaient abandonné les études supérieures, formations post-secondaire de courte durée, etc. ; on peut dire que, comparativement, 2010, déjà en pleine crise, fut l'année avec le meilleur budget pour ce secteur !

4.3. Et maintenant, avec ce nouveau gouvernement ?

- Pour la Recherche, on ne connaît pas encore les chiffres (et les « amputations ») du budget de l'État pour 2012 – car il sera présenté au Parlement la semaine prochaine, et discuté pendant notre Réunion à Rome;
- Pour l'Enseignement Supérieur, on « coupe » 8.5% au budget – « au revoir aux contrats de confiance » ! – ce qui amènera encore plus de chômage pour nos collègues les plus précaires ;
- La Constitution présente deux difficultés majeures au « libéralisme » :
 - elle empêche l'augmentation des frais d'inscription au dessus de 999€ (pour les 1^{ers}. Cycles, et ne peut augmenter au dessus du taux d'inflation ; pour les autres cycles c'est possible, mais ce n'est pas significatif en nombre... et si on exagère on perd tout simplement les étudiants de Master et de Doctorat !) ;
 - le renvoi au chômage des fonctionnaires de carrière, dans l'administration publique, est interdite - ce sont les « temporaires » qui s'en vont ; il y a une loi sur ce qu'on appelle « la mobilité » (ou « la disponibilité »), pour les fonctionnaires jugés « en excès », qui permet, avec certaines restrictions, de les envoyer dans un autre service, ou une autre ville... et au cas où ils ne seront pas engagés dans un autre travail dans le secteur publique... ou si ils ne trouvent pas un autre emploi dans le privé, ils risquent, progressivement, des diminutions de salaire, allant jusqu'au chômage, au bout de 3 ans ; comme on peut imaginer, vue la spécificité de notre profession, c'est une loi avec une application restreinte ou difficile dans notre secteur ;
- La charge horaire de classes augmente (au dessus du maximum légal de 9 h par semaine) ; des boursiers (de doctorat ou post-docs) et des

chercheurs sont « invités » à avoir une charge de 4 h/semaine, non payée (!)... et ils acceptent en vue d'enrichir le côté pédagogique de leurs CV... en pensant aux possibilités de concours futurs ; on essaie de leur montrer que le plus ils travaillent gratuitement, le moins les recteurs auront besoin de concours pour engager de nouveaux professeurs ;

- Les activités (de recherche ou de services à la communauté) considérées comme « rentables » (du point de vue du « marché ») sont hypervalorisées (même pour les évaluations scientifiques !) ;
- La crise dans le secteur privé de l'éducation (et pas simplement dans le supérieur) s'accroît ;
- La réorganisation du « réseau » d'institutions d'enseignement supérieur n'a jamais été faite (au contraire des centres de recherche), et les possibilités de collaborations, fusion d'écoles, fonctionnement avec des académies régionales intégrant plusieurs institutions n'ont pas été développées, jusqu'à présent (avec quelques exceptions au nord, entre les Universités du Minho, Aveiro et Porto, qui délivrent quelques degrés académiques communs, et aussi des initiatives plus récentes de possible fusion entre les Universités Classique et Technique de Lisbonne...) ; mais ceci viendra... et si les institutions ne prennent pas l'avant de ce processus et choisissent leur propre chemin, elle leur sera imposée dans sa version la plus « libérale », certainement...
- Ceux-ci sont les aspects plus directement « économiques » des changements. Voyons maintenant les autres aspects :
 - on a mis en route le processus de Boulogne « à la hâte » (car le gouvernement Barroso n'avait rien fait pendant 3 ans) ;
 - la nouvelle loi de gouvernance des institutions (appelée « RJIES » chez nous) a diminué la participation des membres élus de l'académie dans la gestion, a introduit obligatoirement une minorité (30%) de personnes « extérieures » (« de la société ») dans le Conseil Général qui élit le Recteur – ceci existait déjà avant dans certains cas, volontairement, et ce n'est pas forcément négatif ! – et a introduit une figure de « Fondation Publique de Droit Privé » (c'est à dire... gérée comme si elle était privée... avec encore moins de participation des membres de l'académie !), comme forme préférée de gestion des institutions publiques d'enseignement supérieur... mais il n'y a que 3 universités (sur 14 et 18 instituts polytechniques) qui ont choisi ce modèle ; l'idée c'était aussi de retirer du budget de l'État ces fondations... mais avec l'accord de la « troika », ceci ne peut arriver que si elles ont au moins 50% de financement hors celui de l'État... ce qui n'était pas le cas... et donc ces fondations sont en train de perdre leur avantage la plus grande ;
 - les nouvelles lois pour l'administration publique – comme j'ai déjà dit précédemment, et à cause des limitations constitutionnelles – fragilisent encore plus les contrats (dits individuels dans le service public) des nouveaux professeurs (même si elles touchent assez peu les gens qui sont déjà dans la carrière) ;
 - En 2009, dans les négociations des statuts de carrière (sans toucher aux salaires), nous avons réussi à maintenir la généralité des droits des professeurs (et ils ont bien été améliorés pour ceux du sous-

secteur polytechnique) ; toutefois, comme les progressions de carrière et les salaires sont « gelés » jusqu'à 2013 et les concours pour remplacer ceux qui sont partis à la retraite, ou pour de nouveaux besoins, se passent « au compte-gouttes »... ceci risque d'anéantir une bonne partie de ce qu'on a négocié !

5. Mon opinion (personnelle) sur les perspectives futures :

- (i) ON A BESOIN DE PLUS D'EUROPE (ET D'UNE EUROPE BIEN PLUS SOLIDAIRE, ENTRE SES RÉGIONS ET SES PAYS ET AVEC LES PAYS DE L'EXTÉRIEUR... MAIS SURTOUT PLUS SOLIDAIRE ENTRE LES DIFFÉRENTES COUCHES SOCIALES : **LA COHÉSION ET JUSTICE SOCIALES ET LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN DOIVENT ÊTRE AU CENTRE DE NOS PRÉOCCUPATIONS EUROPÉENNES !****
- (ii) ON A BESOIN DE PLUS DE CONTESTATION DU CHEMIN PRIS PAR L'EUROPE (ET LE MONDE)... MAIS SURTOUT ON A BESOIN D'UNE CONTESTATION DIFFÉRENTE... CAPABLE DE MOBILISER LES GENS DE TOUTES LES ÂGES ET SECTEURS ET LEUR REDONNER DE L'ESPÉRANCE SUR UNE SORTIE SOLIDAIRE DE LA CRISE : **IL NOUS FAUT RAMENNER « L'IMAGINATION AU POUVOIR » DANS LES SYNDICATS ET DANS LA SOCIÉTÉ !****
- (iii) LA SCIENCE, L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LE SAVOIR, MÊME S'ILS NE DÉTERMINENT À EUX SEULS LA SORTIE DE LA CRISE, **SONT AU CENTRE DES SOLUTIONS POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE, JUSTE ET SOLIDAIRE**, ET DONC SERONT L'INVESTISSEMENT LE PLUS « RENTABLES » - EN VUE DE NOS COMPTES PAS TRÈS « LIBÉRALES – POUR LE FUTUR !**
- (iv) LA CRISE NOUS A ÉTÉ « INVENTÉE » PAR LES « MARCHÉS » : C'EST À NOUS, CITOYENS EUROPÉENS ET DU MONDE, D'EN INVENTER NOTRE PROPRE SOLUTION !**

Manuel Pereira dos Santos – FENPROF/Portugal